



MEXIQUE



D 2187 • Mx20
1-15 novembre 1997

MOTS-CLEFS

Communauté chrétienne
Répression
Spoliation
Lutte pour la terre

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

Les fidèles de l'Église de Tumbalá, Chiapas, déclarent : "Beaucoup d'entre nous sont sous mandat d'arrêt parce qu'ils annoncent la Parole de Dieu"

La lettre de la communauté paroissiale de Tumbalá, village chol se trouvant au nord de l'État du Chiapas, Mexique, est significative de la situation dans laquelle se trouve la population indigène en cette zone de conflits. Avec les villages voisins de Tila, Sabanilla et Salto de Agua, Tumbalá est le point de mire des paramilitaires parmi lesquels agissent les Brigades d'opérations mixtes (BOM) composées de policiers, de paysans entraînés par l'armée et de fonctionnaires. La thèse officielle du gouverneur de l'État du Chiapas, Ruiz Ferro, comme celle du président de la République, Ernesto Zedillo, est que les problèmes de la zone nord sont dus à des conflits entre protes-

tants pacifiques et catholiques agressifs. En fait, celui qu'une telle approche cherche à disqualifier est Mgr Samuel Ruiz, évêque de San Cristóbal de Las Casas (Chiapas), médiateur dans le conflit qui oppose les zapatistes au gouvernement, et dont les options dérangent le pouvoir. Les auteurs de cette lettre s'estiment pour leur part persécutés à cause de la Parole de Dieu qu'ils vivent et annoncent. André Aubry, de l'INAREMAC (San Cristóbal de Las Casas) nous écrit : "Je lis cette lettre comme "une bouteille à la mer" des signataires, bloqués et isolés par un barrage paramilitaire comme dans une souricière."

Très chers frères et sœurs,
Recevez un salut chaleureux et fraternel de nous tous qui représentons la communauté paroissiale de Tumbalá. Nous prions notre Seigneur Jésus-Christ de vous bénir et de vous éclairer dans les décisions que vous prenez afin que vous continuiez à travailler pour la paix dans la justice et la dignité.

Cette semaine, à partir du 11 août jusqu'à présent, nous catéchistes, ministres, coordinateurs de zone et agents pastoraux, nous sommes réunis pour analyser notre situation, nous laissant interpeller par la Parole de Dieu qui, par le prophète Amos,

nous invite à être fidèles au Seigneur afin de continuer à servir notre peuple avec fidélité, courage, prière et engagement afin que notre histoire devienne une histoire de justice, de liberté, de solidarité et de miséricorde.

Nous avons cependant partagé les préoccupations que créent en nous les événements de ces derniers jours et nous voulons dire aujourd'hui : Assez de tant d'injustice, de persécution et de mensonges de la part de nos autorités municipales ! Dans les différentes communautés qui composent notre paroisse, nous constatons que nous, agents pastoraux,

catéchistes, ministres et tous ceux qui servent notre Église catholique, nous sommes accusés d'inciter à la violence, d'être les leaders responsables de toutes les divisions et du sang répandu dans nos communautés.

Bien plus, nous sommes nous-mêmes les témoins de la manière dont les autorités de nos *ejidos*¹ et de nos communautés (commissaires eji-

1. Ejido désigne une forme de propriété sociale ou d'usufruit de la terre instituée par la Constitution de 1917 en bénéfice des communautés paysannes indiennes et qui s'est lentement dégradée au cours des ans au point de donner lieu à de nombreux conflits (cf. DIAL D 1699, D 1707, D 1724 et D 2030) (NdT).

dales, juges de paix avec le maire de Tumbalá) nous poussent à nous affronter violemment les uns contre les autres. Elles ont signé un document qui autorise les forces de sécurité publique et l'armée à patrouiller dans nos terres, dans nos champs de maïs et nos maisons.

On exige de nous l'impôt sur les terres² et sur l'électricité (dans le petit nombre de communautés qui ont l'énergie électrique), autrement nous devrions quitter notre terre. Cette terre qui est pour nous notre mère parce que c'est elle qui nous alimente, qui nous donne le pain quotidien, c'est avec elle que nous grandissons et c'est elle qui nous prépare à poursuivre notre chemin le lendemain dans le visage et le cœur de nos enfants.

Nous savons que la politique du gouvernement continue de ne pas prendre en compte notre parole, notre vie, notre histoire et notre culture. Elle continue de nous opprimer et nous le ressentons ainsi en ces jours de grande menace, ils nous font peur et tentent de nous diviser entre pauvres et paysans que nous sommes.

Beaucoup d'entre nous sont déjà

2. L'impôt sur les parcelles ejidales est illégal car les ayants droit ne sont pas propriétaires (NdT).

sous le coup d'un mandat d'arrêt parce qu'ils prêchent la Parole de Dieu. Parmi eux, il y a nos frères de Cerro Hueco³ qui ont été injustement condamnés à plusieurs années de prison. Nos frères et soeurs déplacés ne peuvent pas non plus sortir parce qu'ils ont peur d'être tués.

Aujourd'hui, nous exigeons tous le respect de nos droits. Nous exigeons que justice soit faite pour nos frères qui sont à Cerro Hueco et à Pichucalco⁴, que l'on cesse de patrouiller sur nos terres et dans nos champs de maïs, que l'on cesse de nous persécuter comme des malfaiteurs alors que notre unique tâche et mission est d'annoncer la Parole de Dieu, continuant à travailler pour notre Église et pour notre monde afin de le rendre plus humain et plus digne pour tous.

Nous voulons vous demander de nous aider parce que, à tout moment, les affrontements violents peuvent entraîner la mort. Nous ne voulons pas cela, nous voulons marcher dans la vérité, en fidélité à l'Évangile, au projet du Seigneur Jésus selon lequel nous sommes tous frères et luttons tous ensemble pour une patrie où

3. Cerro Hueco est la prison de Tuxtla (NdT).

4. Pichucalco : il s'agit de la prison du village zoque de Pichucalco (NdT).

nous serions tous heureux et joyeux. En ce moment, d'une manière toute spéciale, nous avons besoin d'un spécialiste dans le domaine agraire qui nous guide de telle sorte qu'on ne nous prenne pas notre terre, surtout depuis le dernier programme imposé par le gouvernement à nos communautés et par lequel on veut s'emparer de nos terres et nous exploiter chaque jour davantage.

Nous vous sommes reconnaissants pour votre écoute et nous vous demandons de partager notre parole dans les autres lieux où vous travaillez, afin que nous soyons ainsi tous unis et continuions d'être solidaires en travaillant pour la paix dans la justice et la dignité.

Nous demandons à Dieu dans nos prières qu'il vous donne beaucoup de sagesse et vous conduise sur ces chemins qui mènent à la vérité, à l'amour et à la vie, dans l'espérance de rejoindre la terre que le Seigneur nous a promise en nous libérant de l'esclavage et de la mort.

P. Jaime Rangel et les fidèles de l'Église de Tumbalá, et 120 signatures supplémentaires.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.